

11.11.2013

CLOTURE DU 18E SALON INTERNATIONAL DU LIVRE

1,3 million de visiteurs en dix jours

Le commissariat du SILA ne peut pas empêcher les éditeurs de vendre des livres | Des éditeurs ont réduit les prix. Nous avons constaté que les livres pour enfants et les ouvrages universitaires et scientifiques, tout ce qui est nouveau, ont été les plus vendus.

Le 18e Salon international du livre d'Alger (SILA), qui s'est déroulé du 30 octobre au 9 novembre 2013, a enregistré un record de fréquentation jamais égalé par le passé. «C'est une première évaluation. Le nombre de visiteurs a atteint 1 300 000. Le premier jour du Salon, nous avons enregistré 31 000 visiteurs. Le premier week-end, vendredi et samedi, ce nombre est passé à 300 000. Le pic a été enregistré le 1er mouharem

(mardi 5 novembre) avec 234 000 visiteurs. C'est un honneur pour l'Algérie et pour le lecteur algérien», a annoncé Hamidou Messaoudi, commissaire du Salon, lors d'un déjeuner-presse, hier, à l'hôtel Hilton, à l'est d'Alger.

«C'est la première fois que j'ai vu une file d'attente pour l'achat d'un livre. Je pense que durant cette édition du SILA, une réconciliation a eu lieu entre le lecteur et le livre. Dire que le lectorat en Algérie est faible relève du mensonge. Au Salon, le lecteur trouve ce qu'il veut. Des éditeurs ont réduit les prix. Nous avons constaté que les livres pour enfants et les ouvrages universitaires et scientifiques, tout ce qui est nouveau, ont été les plus vendus», a souligné Hamidou Messaoudi.

Il a rappelé que 922 exposants, représentant 44 pays, ont pris part au 18e SILA.

«Le stand de la Chine, qui a participé pour la première fois, a connu une grande affluence. La Belgique était invitée d'honneur en raison des relations fortes qui lient nos deux Etats, de l'activité éditoriale et des rapports denses entre les universités des deux pays», a-t-il noté. Il a regretté les difficultés qu'ont eues les automobilistes avant d'accéder au Palais des expositions des Pins maritimes en raison de l'encombrement routier. «Cela n'est pas de notre ressort. Nous souhaitons que ce problème trouve une solution dans le futur», a-t-il souhaité.

Il a indiqué que des mesures douanières ont été prises pour éviter «une quelconque spéculation» sur la vente des livres.

«Des associations, des mosquées et des zaouïas ont acheté des livres en gros. Ils nous ont présenté des lettres prouvant les commandes», a-t-il noté, précisant que le commissariat du SILA ne peut pas empêcher les éditeurs de vendre des livres. Hamidou Messaoudi est revenu sur l'incident rapporté par la presse l'ayant opposé à Rachid Kasmi, directeur général de la Société algérienne des foires et expositions (Safex). Rachid Kasmi a reproché publiquement et durement au commissaire du SILA sa non-invitation à un dîner officiel. «On a porté atteinte à ma dignité. C'est inacceptable ! Je me suis référé à qui de droit. Et je demanderai réparation même par voie judiciaire s'il le faut», a déclaré le commissaire du SILA.

Hamidou Messaoudi a critiqué certaines prestations de la Safex.

«Je sais qu'il y a eu de mauvais comportements à l'égard des représentants de la presse malgré le port de badge. Des badges pourtant agréés par la Safex. Malgré cela, beaucoup de journalistes ont éprouvé des difficultés pour accéder au Salon du livre. Nous vous promettons que ces comportements disparaîtront. Et je peux dire : ça suffit! Barakat !», a-t-il déclaré.

Fayçal Métaoui

L'AFRIQUE PAR LE LIVRE AU SILA 2013 vers la création d'une édition panafricaine

Un espace de référence pour une ambition affichée.

Parce que l'édition africaine rencontre des problèmes communs, certains éditeurs africains ambitionnent de mettre en place une édition panafricaine, et ce, dans moins de deux ans.

Le stand Panaf, qui a été reconduit pour la quatrième année consécutive, a proposé, vendredi en fin d'après-midi, deux conférences avec des thématiques intéressantes portant sur «L'Afrique par le livre, éditer ensemble» et «Pour une édition panafricaine, pour une union des écrivains africains». Une palette d'éditeurs africains s'est succédé pour parler de ses expériences respectives dans l'univers de l'édition. Etrennant la rencontre, l'éditrice togolaise, de la maison d'édition Yasmin Issaka Caubageat, est revenue sur la mise en place, avec l'appui de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants, de l'association Afrilivres. Il s'agit d'une association d'éditeurs africains francophones — créée en 2002 — qui tente de rendre visibles et disponibles leurs publications sur les marchés du Nord, instituant ainsi une relation plus égalitaire.

34 éditeurs, originaires de 17 pays, sont affiliés à cette association, située au Niger. «Nous nous sommes rendu compte, explique-t-elle, qu'il fallait rassembler les expériences. Nous avons enregistré plusieurs failles dans nos maisons d'édition respectives. Nous nous sommes dit que c'était en unifiant nos efforts que nous pourrions y remédier. Dans un premier temps, nous nous sommes occupés de la refonte de notre site. Plus tard, nous pourrions passer à la vente via le Net.» La conférencière avoue que le problème majeur réside dans la diffusion du livre.

Des tractations sont actuellement en cours pour tenter de trouver des diffuseurs dans certains pays francophones, notamment en Belgique et en France. Un réseau postal africain doit être mis en place au plus vite. C'est du moins ce qu'a préconisé l'éditrice. La co-édition est également le volet coûteux. Faire circuler les livres entre éditeurs reviendrait nettement moins cher. Quant à sa maison d'édition, Graines de Pensées, qui existe depuis huit ans, Yasmin Issaka a indiqué que le but essentiel est d'inscrire les différentes langues nationales dans le processus éducatif, et ce, à travers la publication de livres de jeunesse. La poésie occupe également une place de choix dans cette maison d'édition togolaise.

Prenant la parole, le Camerounais François Nkémé a présenté Ifrikiya. Cette dernière est le fruit d'une fusion, en 2007, entre trois maisons d'édition camerounaises, en l'occurrence Interlignes, éditions de la

Ronde et éditions Proximité. Les fondateurs ont tenu à sceller ce partenariat en raison des preuves palpables déjà enregistrées dans le domaine des co-éditions. Leur catalogue comporte environ une vingtaine de titres par an. Ce professionnel du livre avoue qu'un déficit a été constaté en matière de livres de jeunesse et de bande dessinée.

Cependant, l'une des plus grandes fiertés est celle liée à l'attribution d'un prix récent à l'un des auteurs de Ifrikyia. Cet auteur bénéficiera de la traduction de son roman au Liban et en Tunisie. De son côté, le cofondateur malien des éditions Tombouctou, le Malien Ibrahima Aya, a donné un aperçu sur son expérience personnelle. Après avoir publié des nouvelles dans un quotidien national, cet universitaire a publié plusieurs recueils.

Le prolongement de ce travail a abouti à la création de la maison d'édition Tombouctou. Le conférencier a indiqué qu'il a choisi d'imprimer certains de ses titres en Algérie, notamment chez Apic éditions. «J'ai choisi d'imprimer des livres destinés à la vente au Mali et en Algérie. Il s'agit d'une première collaboration entre éditeurs algériens et maliens dans la co-édition et la diffusion d'ouvrages de littérature et d'essais. Cela revient moins cher. Cette démarche entreprise par Apic est avantageuse. Elle nous permet d'avancer et de proposer de la lecture de qualité en Afrique», a-t-il affirmé. D'autres intervenants ont insisté sur la mise en place d'un système de collaboration entre le sud et le nord de l'Afrique.

A l'issue du débat, l'ensemble des éditeurs africains a préconisé, dans le prolongement de l'esprit Panaf, l'instauration d'un prix littéraire panafricain. Un prix qui suscitera, à coup sûr, la mobilisation des acteurs du livre. De même que dans le souci de promouvoir la circulation du livre, un salon africain du livre a été également proposé. Des propositions intéressantes qui pourront aboutir, à condition que les énergies se rassemblent autour d'un même projet.

Nacima Chabani

EN PLUS DES PROBLEMES DE DISTRIBUTION ET DES LOURDEURS ADMINISTRATIVES le marché du livre face à une faible demande locale

En l'espace d'une semaine, le livre a fait l'actualité, non seulement sur le plan culturel mais aussi politique et économique, volant la vedette à plusieurs autres questions de l'heure.

Au niveau politique, avec l'annonce de la candidature de l'écrivain Yasmina Khadra à l'élection présidentielle de 2014, en marge de la 18e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA). Sur le plan économique, avec l'engouement de plus en plus important pour le marché du livre en Algérie, comme l'ont montré la forte participation des éditeurs étrangers à ce salon, l'arrivée de nouveaux éditeurs algériens sur la scène et la grande affluence des visiteurs à cette manifestation. Mais aussi la volonté affichée du côté du gouvernement de mettre en place une industrie dans ce secteur.

En somme, le livre à travers tous ses segments focalise l'intérêt de l'ensemble des acteurs intervenant dans ce secteur, de l'édition à la distribution, en passant par l'impression, avant d'arriver au consommateur final qui est le lecteur. Un lecteur de plus en plus exigeant, que ce soit pour le contenu du livre, la qualité de l'impression, du papier ou de la couverture.

Des efforts ont été consentis dans ce cadre. Les visiteurs qui ont eu à sillonner les différents stands du SILA l'ont constaté. De même qu'ils ont relevé la cherté des livres justement. Le livre reste inaccessible pour la majorité des bourses avec la faiblesse du pouvoir d'achat. D'où l'accent sur le livre utilitaire, c'est-à-dire les manuels scolaires, parascolaires et universitaires. En d'autres termes, les citoyens se contentent d'acheter les ouvrages en fonction de leurs besoins et de leurs ressources financières. «Je suis à la recherche de livres traitant de ma spécialité en droit des affaires.

Pour le reste, même si je suis tentée, je ne peux pas m'offrir les titres que je veux lire», nous dira dans ce cadre une étudiante. Et une autre dame de nous confier : «Je suis éducatrice dans un jardin d'enfants. Je veux juste découvrir les nouveautés dans ce domaine, les prix dépassent largement mes moyens.» Les éditeurs partagent cet avis, les prix appliqués ne répondent pas aux attentes des consommateurs. «Le marché du livre trouve son essence dans le lecteur. Or, il n'y a pas de lecteurs sur le marché interne », a expliqué à ce sujet Hassan Benaâmane, dans une émission télé consacrée au sujet, et ce, sans omettre de faire le parallèle avec le marché européen.

«Le SMIG en Europe permet d'acquérir 100 livres, alors qu'en Algérie, il assure seulement l'achat de 15 livres dont le prix par unité représente quatre fois le coût», expliquera-t-il encore. Cela pour dire que la situation socio-économique restreint la demande de la consommation des biens culturels, alors que le marché de l'édition de manière particulière, et celui du livre de manière générale, ne peut se structurer sans une demande locale régulière, notamment celle émanant du secteur public (bibliothèques communales et scolaires, maisons de jeunes, maisons de la culture. Or, ces structures font fortement défaut à travers le territoire national. Elles ont disparu au fil des ans. Ce qui freine par ricochet le développement des PME de ce secteur, pourtant pourvoyeur d'emplois. Ce ne sont pourtant pas les propositions, ni les annonces qui ont manqué tout au long de ces dernières années. Il n'y a qu'à rappeler à titre d'exemple la mise en place en 2009 d'un Conseil national du livre et de la lecture, ainsi qu'un programme de réhabilitation des bibliothèques.

Absence d'un réseau de distribution, l'autre entrave

Au problème de la baisse du pouvoir d'achat des Algériens, s'ajoute celui de la distribution, dans un marché qui cherche à se construire. Il y a eu ces dernières années, comme le montre annuellement le SILA, une augmentation régulière du nombre des maisons d'édition, avec l'arrivée dans ce segment d'activité de nouveaux éditeurs à la recherche d'une place parmi les grands et les anciens du secteur. De 40 éditeurs en 2002, ils sont passés aujourd'hui à près de 400, selon Yasser Arafat Gana, représentant du ministère de la Culture, qui préfère parler de sociétés économiques vu l'impact sur l'emploi. Un résultat du désengagement, de l'Etat au début de l'an 2000 de la sphère de l'édition. De même qu'il y a eu une amélioration en termes de qualité d'impression avec de grands efforts de marketing. Cependant, le livre a toujours du mal à se vendre faute d'un réseau de distribution élargi et actif.

Les participants au SILA le reconnaissent : «Le livre made in Algeria a largement les moyens de concurrencer les livres édités à l'étranger.» Or, les moyens de distribution font défaut. «En Europe, ils (ndlr les livres) se vendent par millions, alors que chez nous, nous les vendons par dizaines », regrette Hassan Benaâmane. En effet, il y a un manque crucial de points de vente. L'Algérie, à travers l'ensemble de son territoire ne compte aujourd'hui que 200 librairies, au moment où certaines wilayas sont carrément privées de ces lieux de connaissance et de culture. Une situation que regrette l'une des plus anciennes

maisons d'édition en Algérie, en l'occurrence l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG). «On ne peut pas distribuer le livre dans les quatre coins du pays, tant qu'il n'y aura pas de sociétés de distribution, on continuera à subir cette situation en attendant l'application de la nouvelle loi», a souligné la semaine dernière un représentant de l'entreprise.

Pour sa part, le ministère de la Culture parie sur le projet de création de 1000 librairies publiques pour booster ce marché et mettre le livre à la portée des citoyens, notamment à travers les librairies centrales de wilaya dont 25 ont déjà été ouvertes. Une étape qui intervient après la phase de libéralisation marquée par la vente de la quasi-majorité des librairies d'Etat. On efface donc et on reprend à zéro.

Autre difficulté et non des moindres, les retards dans l'impression. Même si les imprimeries traditionnelles ont compris la nécessité de moderniser leurs moyens, le code des marchés publics continue de bloquer et de pénaliser les imprimeurs par sa lourdeur et ses contraintes administratives, et ce, d'autant que tout provient de l'importation (équipements, encre et autres consommables, en plus du papier)

Samira Imadalou

SAMIA ZENNADI / CORESPONSABLE DES EDITIONS APIC

«L'Algérie doit être un centre de production et d'exportation de livres»

-Quel intérêt pour l'industrie du livre en Algérie ?

Le livre est un secteur stratégique. En dehors du fait qu'il est un vecteur de transmission du savoir, de promotion d'idées progressistes et de cohérence sociale, il peut être un véritable moteur de développement industriel et un vecteur de création de travail et de revenus en devises pour le pays. Etant donné que ce secteur a bénéficié de plusieurs aides via le ministère de la Culture, il se trouve actuellement renforcé et ne doit pas être considéré uniquement comme un secteur qui a besoin de l'aide de l'Etat pour se réaliser, mais doit s'intégrer dans la vision globale de la construction d'un projet souverain, seule alternative pour la transformation d'une économie consommatrice en une économie créatrice de richesses et amorcer des formes de développement nouvelles, justes et durables. En effet, quand nous comparons l'industrie du livre (impression et façonnage) en Algérie et dans le reste de l'Afrique, et en restant dans notre vision continentale, nous pouvons affirmer que l'Algérie peut et doit être un centre de production et d'exportation de livres étant donné la capacité que nous avons à les réaliser.

-Comment et avec quels moyens ?

Pour être plus concrets dans nos rapports de coopération avec l'Afrique et pour parler de notre petite expérience avec un éditeur malien, les éditions Tombouctou pour lesquelles nous réalisons depuis une année ses livres (avec l'imprimerie Mitidja) que nous exportons pour le Mali. Beaucoup d'autres éditeurs du continent sont intéressés par cette expérience réussie que nous comptons élargir à d'autres pays avec la grande joie de proposer aux pays africains des livres avec la mention «Made in Algeria». Les éditions APIC sont de ce fait des précurseurs dans ce domaine et nous savons que notre pays a des capacités importantes pour s'imposer, il suffit de rappeler que l'ENAG possède la plus grande imprimerie du continent.

-Qu'attendez-vous du nouveau projet régissant les activités du marché du livre ?

Le secteur du livre, avec le projet d'ouverture de bibliothèques et de librairies à travers tout le territoire national peut se développer. Des répercussions immédiates sur le nombre de tirages et les prix du livre vont se faire ressentir.

Samira Imadalou